

Zeitschrift: Tracés : bulletin technique de la Suisse romande
Herausgeber: Société suisse des ingénieurs et des architectes
Band: 136 (2010)
Heft: 08: Alimenter

Artikel: Pour un changement radical en agriculture
Autor: Herren, Hans Rudolf / Agazzi, Isolda
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-109667>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.06.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Pour un **changement radical** en agriculture

L'agronome suisse Hans Rudolf Herren est un chercheur de pointe dans la lutte biologique contre les parasites, qu'il a pratiquée durant 27 ans en Afrique. Dans les années 80 il avait sauvé de la famine des millions d'Africains grâce à sa bataille contre un parasite dévastateur du manioc, ce qui lui a valu de recevoir le prix mondial de l'alimentation 1995. Il a co-présidé la rédaction de l'*Évaluation internationale du savoir, la science et la technologie agricole pour le développement (IAASTD)*, un rapport qui prône une nouvelle révolution verte, basée sur l'agriculture bio et la petite paysannerie.

Suite à la crise alimentaire de 2007-2008, qui n'est pas terminée, plus d'un milliard de personnes sont sous-alimentées dans le monde, pour la plupart des petits paysans. Le rapport de l'IAASTD, commissionné par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et compilé par 400 auteurs, a été adopté par 52 gouvernements en 2008, à Johannesburg. En pleine crise alimentaire et alors que les émeutes de la faim éclataient dans une trentaine de pays, il tombait à pic. Depuis, il est plutôt passé à la trappe, peut-être parce que ses conclusions dérangent. Rencontre avec Hans Rudolf Herren à Nairobi, à l'occasion de la première conférence des ministres africains responsables de la météo.



Isolda Agazzi: Quelles sont les principales conclusions du rapport IAASTD ?

Hans Rudolf Herren: Aujourd'hui, il y a assez de nourriture pour satisfaire les besoins de 9 milliards de personnes sur terre, mais le problème est qu'elle ne se trouve pas au bon endroit. Pourquoi les gens ont faim ? Parce qu'ils n'ont pas d'argent pour acheter à manger. Il faut donc qu'ils puissent cultiver leur propre nourriture, mais encore faut-il que les prix des denrées agricoles augmentent, car les paysans ne sont pas suffisamment rémunérés pour leur travail.

Actuellement, la production de nourriture repose sur des intrants qui nuisent à l'environnement. Nous devons passer à une agriculture moins gourmande en eau, fertilisants et pesticides. La « révolution verte » lancée il y a quarante ans en Asie n'était pas durable : elle misait sur la mécanisation et les intrants chimiques, qui ont contribué au changement climatique. L'agriculture, qui génère 32% des émissions de gaz à effet de serre, a une lourde responsabilité dans ce changement.

En même temps, la biodiversité diminue, alors que pour lutter contre le changement climatique nous avons besoin d'une plus grande variété de plantes – et non de cultiver du maïs partout, comme c'est le cas au Kenya.

Le rapport préconise donc un changement radical : nous devons passer d'une agriculture chère à une agriculture durable et plus productive. Certes, cela a un coût, mais les gains à long terme peuvent être importants.

I. A. : « Small is beautiful » ?

H. R. H. : La révolution verte a favorisé les grands producteurs au détriment des petits paysans. Certes, elle a produit beaucoup de nourriture, mais dans un pays comme l'Inde, qui en produit pourtant beaucoup plus qu'avant, la malnutrition est encore très répandue. Aujourd'hui, il ne faut pas une nouvelle révolution verte, sur le même modèle que l'ancienne, mais une révolution écologique. Et il faut y aller lentement : si nous augmentons la production des denrées alimentaires trop vite, dans deux ans nous en aurons trop et les prix vont chuter.



2

Je suis pour l'agriculture durable, ou de conservation, ou biologique, qui aide à lutter contre le changement climatique, utilise peu d'eau et absorbe le CO₂ dans le sol. Chaque année, 5 mio d'hectares passent en agriculture bio. Pour tenir le pas avec la croissance démographique, ce chiffre devrait être multiplié par sept d'ici 2050, pour arriver à 35 mio d'hectares par an.

I. A. : Qui s'oppose à cette agriculture durable ?

H. R. H. : Les grands perdants, à savoir les principaux producteurs des intrants agricoles – OGM, fertilisants, pesticides – et les fabricants de machines. Mais ils pourraient en sortir gagnants s'ils changeaient de mentalité et investissaient dans l'agriculture durable.

I. A. : Vous dites que les prix doivent augmenter. Mais dans beaucoup de pays en développement ils restent plus élevés

qu'avant la crise alimentaire de 2007-2008, et donc impraticables pour une large partie de la population.

H. R. H. : Les paysans n'ont pas bénéficié de ces prix élevés. Quand les prix augmentent, ce ne sont ni les producteurs, ni les consommateurs qui en profitent, mais les intermédiaires. C'est pour cela que les paysans doivent s'organiser, créer des coopératives et s'assurer contre les risques. Il faut aussi pouvoir ajouter de la valeur aux produits agricoles – à la campagne et non à la ville. Le jus de mangue consommé au Kenya n'est pas produit localement, mais importé du Pakistan et du Brésil.

Et il faut investir davantage dans l'agriculture. Les paysans doivent pouvoir accéder à une mécanisation adéquate, constituée non pas de grands tracteurs, mais de petites machines fabriquées à la campagne. La Banque mondiale, le Fonds monétaire international et les autres bailleurs doivent recommencer à financer l'infrastructure agricole.

Fig. 3 : Travailleurs dans les plantations de thé près de la forêt de Kakamega, Kenya occidental (Photo Samuel Rodríguez)

I. A. : Pourquoi les politiques ne sont-ils pas intéressés à investir dans les campagnes ?

H. R. H. : Dans les pays en développement, les gouvernements se désintéressent des campagnes parce que la force politique se trouve dans les villes. C'est les citoyens qu'il faut satisfaire, sinon ils se révoltent, comme l'ont montré les émeutes de la faim de 2007-2008. Dans les pays industrialisés, c'est l'inverse : il n'y a que 2 à 3 % de paysans, mais ils ont des lobbies très puissants et ont presque la main-mise sur les gouvernements. Pour preuve : le rapport de l'IAASTD n'a pas été signé par les Etats-Unis, le Canada et l'Australie – de grands exportateurs de produits agricoles – car il affirme que chaque pays doit pouvoir décider de lui-même s'il veut protéger l'agriculture en taxant les importations.

Les politiques doivent changer aussi. A Maputo, au Mozambique, en 2000, les chefs d'Etat africains se sont engagés à allouer 10 % de leur PNB à l'agriculture, mais quatre pays seulement sur 53 le font à ce jour. Les priorités sont fausses. Sommes-nous en train d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement¹ ? Non, parce qu'il n'y a pas de plan, ni de stratégie. C'est une question de gouvernance,

aussi bien en Afrique que de l'autre côté de la mer. Tant que l'Occident continuera à dépenser un milliard de dollars par jour pour subventionner son agriculture, le maïs continuera de coûter 1/3 de moins à Mombasa, où il arrive des Etats-Unis, que sur les rives du lac Victoria.

I. A. : Quel est le juste niveau de sécurité alimentaire ?

H. R. H. : C'est très difficile à dire, car cela dépend de beaucoup de facteurs, comme le niveau de la population, sa répartition entre villes et campagnes, etc. Mais si un pays pouvait produire au moins 50 % des calories dont sa population a besoin, ce serait déjà bien. C'est inévitable qu'il y ait un commerce planétaire des produits alimentaires, mais aujourd'hui c'est la norme. Ça doit devenir l'exception. »

Hans-Rudolf Herren

Propos recueillis par Isolda Agazzi, de retour du Kenya

¹ Les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) sont huit engagements adoptés par les chefs d'Etat et de gouvernement en 2000 et devant être atteints d'ici 2015. Ils visent la diminution de moitié de l'extrême pauvreté et de la faim, l'amélioration des soins de santé, la réduction de la mortalité infantile, la protection de l'environnement et l'instauration d'un nouveau partenariat pour le développement. <www.un.org/fr/millenniumgoals>



3